

Communiqué de presse

REFORME DE LA FONCTION PUBLIQUE : LA FEDERATION EIL APPELLE A LA MOBILISATION

On peut comprendre qu'on ne veuille plus gérer la fonction publique comme on le faisait il y a soixante ans, mais il y a des règles républicaines intangibles à respecter. Proposer des modifications aussi fondamentales pour la Fonction Publique, dans ses trois volets, que celles envisagées par le gouvernement nécessite de prendre le temps de la réflexion. Sur 320 000 fonctionnaires partant à la retraite entre 2009-2012, 160 000 en principe ne seront pas remplacés. L'organisation du travail en sera fortement modifiée, et le fonctionnement de la Fonction Publique également.

Les réformes proposées dans le « Livre blanc » ne peuvent qu'inquiéter les 5,2 millions de fonctionnaires :

- Réduire le nombre de fonctionnaires en ne remplaçant qu'un fonctionnaire sur deux qui partent en retraite, diminuerait les possibilités d'accès aux services publics pour tous.
- Augmenter le nombre de contractuels remettrait en cause les droits des fonctionnaires à un emploi garanti et à une retraite assurée, paupériserait les agents de l'Etat, instaurerait la déréglementation de la fonction publique.
- Externaliser certains services et faire appel au privé pour de l'intérim, serait le premier pas vers la privatisation certaine des services publics ;
- Remplacer les concours comme moyen de recrutement par un recrutement par entretien effectué par la hiérarchie mettrait fin à l'égalité de tous les candidats à l'accès aux emplois publics, supprimerait la garantie de neutralité des personnels, et, à terme, politiserait les services publics en instaurant le clientélisme au sein de la fonction publique ;
- Instaurer une nouvelle gestion des personnels s'appuyant sur le « mérite », la mobilité forcée, la gestion par métier, supprimerait le statut de la fonction publique, introduirait, au-delà même de la déréglementation, les principes de gestion privée, et transformerait les agents de l'Etat en exécutants serviles.

C'est une logique comptable qui prévaut. Décidée sous le fallacieux prétexte de contraintes budgétaires européennes, cette réforme guidée en réalité par les seuls critères de la rentabilité financière, de la mise en concurrence, aboutit à moins d'Etat. Le gouvernement se soucie peu de la qualité du service public et des besoins réels des citoyens. Il ne s'agit pas, en réalité pour lui, de réduire de façon drastique les dépenses de l'Etat, mais de détruire la fonction publique telle qu'elle avait été mise en place au sortir de la Deuxième Guerre Mondiale.

Nous n'avons pas le droit de le laisser faire. Pour la fédération EIL, une mobilisation unitaire massive s'impose pour s'opposer à la destruction de la Fonction Publique :

Il y va de l'intérêt de chaque Français !!!

Contact : Y-H SAULNIER tél : 01 53 59 0030 ou 06 73 34 37 95